

Paris 2024 : l'objectif climatique des Jeux ne sera pas tenu en raison des déplacements en avion, selon un rapport indépendant

Stéphane Mandard

L'organisation de Paris 2024 s'est engagée à diviser par deux l'empreinte carbone des Jeux olympiques. Mais, selon l'association The Shifters, les émissions liées aux visiteurs étrangers ont été largement sous-estimées.

C'est l'un des objectifs les plus ambitieux de Paris 2024 : diviser par deux l'empreinte carbone des Jeux olympiques et paralympiques par rapport aux éditions précédentes pour être « les premiers Jeux alignés sur l'accord de Paris sur le climat ». Il ne sera pas atteint, estime un rapport indépendant publié jeudi 20 juin par l'association The Shifters, proche du Shift Project, le cercle de réflexion spécialisé dans la transition écologique fondée par Jean-Marc Jancovici. En cause, les déplacements internationaux, en particulier en avion, des spectateurs qui devraient faire flamber le budget carbone de l'événement.

Le comité d'organisation s'est engagé à diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre des Jeux par rapport à la moyenne des éditions de Londres 2012 et de Rio 2016, Tokyo s'étant déroulé sans spectateurs en 2021 en raison de la pandémie de Covid-19. Il s'est ainsi fixé un budget carbone de 1,5 million de tonnes équivalent CO₂, corrigé à 1,58 million, à ne pas dépasser. Les organisateurs prévoient que les déplacements représentent 34 % de ce budget, soit 540 000 tonnes de CO₂. Or, selon les estimations de The Shifters, l'impact carbone des déplacements pourrait dépasser 1,2 million de tonnes, soit plus du double.

Comparaison avec Londres

Pour aboutir à ce chiffre, l'association – qui rassemble plus de 22 000 experts bénévoles – s'est appuyée sur les données des Jeux de Londres, l'édition la plus proche d'un point de vue géographique de Paris 2024. En 2012, 700 000 visiteurs étrangers (munis d'un billet) s'étaient rendus à Londres. En 2024, 770 000 pourraient débarquer en France en prenant en compte la hausse du nombre de billets mis en vente (12,8 millions, soit + 10 % par rapport 2012). A Londres, 60 % des visiteurs étaient européens et le reste provenait d'Amérique, d'Asie, d'Océanie et d'Afrique. Les Américains étaient ainsi près de 100 000 à Londres.

Le rapport part sur la même hypothèse pour Paris. En appliquant les facteurs d'émissions de gaz à effet de serre recommandés par le Comité international olympique, les « Shifters » arrivent à un total de 1 120 000 tonnes de CO₂. C'est une hypothèse « conservatrice », précisent les auteurs : elle ne prend en compte que des vols sans escales et n'inclut pas les visiteurs sans billets (en les comptabilisant, le bilan carbone grimperait à 1,5 million de tonnes). Il faut encore ajouter les émissions des spectateurs sur le sol français, équivalentes à environ 116 000 tonnes, pour obtenir le bilan total estimé à 1 226 000 tonnes de CO₂.

La majeure partie des émissions liées aux déplacements sont générées par des spectateurs extra-européens (83 %). Un spectateur américain, obligé de prendre l'avion, émet ainsi 10 fois

plus de CO₂ (2,5 tonnes pour parcourir en moyenne 15 000 km) qu'un spectateur allemand (0,26 tonne pour 1 300 km) qui a le choix entre différents modes de transport. Pour la répartition des déplacements à l'échelle européenne, les auteurs se sont appuyés sur l'étude publiée par l'UEFA après l'Euro de football organisé en France en 2016. Selon ce rapport, les spectateurs allemands s'étaient rendus en France en avion (45 %), en voiture (41 %), en train (10 %) et en bus (4 %).

Pour respecter son budget carbone, les Jeux devraient accueillir au maximum 231 000 spectateurs européens et 153 000 spectateurs non-européens, selon le rapport. Des chiffres très éloignés de ceux de la mission d'information parlementaire sur les retombées des JO, qui prévoient 1,3 million de spectateurs européens et 482 000 spectateurs non-européens cet été.

Privilégier les spectateurs locaux

Le rapport salue les efforts des organisateurs (95 % d'infrastructures déjà existantes, écoconception du village olympique ou végétalisation des repas), qui devraient permettre à Paris de faire mieux que Londres en 2012. Il déplore en revanche « l'absence de mesure » pour réduire le poste le plus émissif : les déplacements internationaux. « Sans mener d'actions de réduction ambitieuses sur les déplacements des visiteurs étrangers, il paraît impossible qu'un tel événement puisse un jour être compatible avec l'accord de Paris et donc pérenne », commente Alexis Lepage et Paul Delanoë, les deux auteurs principaux.

Aussi, ils formulent deux propositions pour les prochains Jeux : limiter le nombre de spectateurs internationaux en privilégiant la vente de billets aux spectateurs locaux ou provenant des pays limitrophes accessibles en train, mettre en place des fan-zones décentralisées pour permettre aux spectateurs des autres continents de suivre les épreuves dans une ambiance festive tout en limitant leurs déplacements.

Interrogé par Le Monde, le comité d'organisation précise que « les données exactes concernant le nombre et l'origine géographique des spectateurs seront connues une fois tous les billets attribués ». Dans un rapport intermédiaire publié le 2 juin, Paris 2024 assurait être « en bonne voie » pour tenir son objectif. Selon ce document, moins d'un tiers du budget carbone des Jeux (476 000 tonnes de CO₂) a été consommé entre 2018 et 2023. De même source, on reconnaît cependant que le « gros morceau » reste à venir avec les Jeux eux-mêmes et les déplacements des spectateurs. Paris 2024, comme The Shifters, publiera son rapport final après les Jeux.